

CONVENTION
POUR LE CONTROLE
DES OBLIGATIONS LEGALES DE DEBROUSSAILLEMENT
AUTOUR DES CONSTRUCTIONS/INSTALLATIONS,
TERRAINS, CAMPINGS ET VOIES D'ACCES

sur la Commune d'Ollioules (Var)

Année 2022

ENTRE

La Commune d'Ollioules, représentée par son Maire Monsieur Robert BENEVENTI, agissant conformément à la délibération du Conseil municipal du et désignée ci-après « **La Commune** »

ET

d'une part,

L'Office National des Forêts, Etablissement Public national à caractère Industriel et Commercial représenté par Monsieur Manuel FULCHIRON, Directeur de l'Agence Interdépartementale Alpes-Maritimes/Var, 62 route de Grenoble - BP 3260 - 06205 NICE CEDEX 3 et dénommé ci-après « **L'ONF** »

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Le débroussaillage est une obligation de l'article L131-10 du Code Forestier qui le définit comme « l'ensemble des opérations dont l'objectif est de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux, en garantissant une rupture de la continuité du couvert végétal ».

En application de l'article L134-7 du Code Forestier, la Commune est responsable de l'application de la réglementation sur le débroussaillage sur son territoire. En conséquence, elle doit assurer le contrôle de l'exécution des obligations légales de débroussaillage par les propriétaires (que ce soit des constructions, des installations, des terrains, des campings ou des voies d'accès), obligations définies, dans le département du Var, par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015. La commune a confié la réalisation d'un plan de gestion des obligations légales de débroussaillage à l'ONF, pour l'aider dans ses décisions de gestion et suivi des quartiers.

Dans ce cadre, elle mandate l'Office National des Forêts pour réaliser, sur le territoire communal, des missions de contrôle de l'exécution des obligations légales de débroussaillage. L'ONF accepte les missions confiées, hors des forêts relevant du régime forestier, conformément à l'article L221-6 du Code Forestier. La présente convention a pour objet d'en définir les modalités.

ARTICLE 1 - OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

Le Maire arrête le programme de la mission de contrôle du débroussaillage confiée à l'ONF :

- contenu de la mission : réunion(s) d'information/sensibilisation des propriétaires et/ou tournées de contrôle de débroussaillage sur le terrain (premier contrôle uniquement ou mission de contrôle complète),
- localisation géographique,
- calendrier et intensité de l'action.

Il met à disposition de l'ONF :

- le plan cadastral des zones d'intervention, à jour des constructions (sous format numérique pour les Communes disposant d'un cadastre numérisé),
- les extraits des matrices cadastrales de ces mêmes zones,
- le zonage du PLU,
- tout renseignement utile à l'application des articles L134-5, L134-6, L134-8 et L131-12 du Code forestier,
- les précédents nominatifs de travaux mis à exécution d'office sur la Commune (liste avec adresse).

Il ouvre un dossier nominatif pour chaque propriétaire faisant l'objet d'un contrôle de débroussaillage, dans le but d'exercer un suivi pluriannuel de l'exécution des obligations légales de débroussaillage.

Il assure l'accueil téléphonique des propriétaires concernés par le débroussaillage obligatoire.

Outre les actions préalables d'information et de sensibilisation des propriétaires, le Maire diligente toutes les procédures administratives mentionnées au Code Forestier et à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015, destinées à aboutir au respect des obligations légales de débroussaillage :

- En cas de non respect constaté de l'obligation de débroussailler, le Maire, sur proposition de l'ONF à l'issue du contrôle initial, met en demeure (par pli recommandé avec AR) les propriétaires concernés d'exécuter les travaux de débroussaillage légal dans un **délai de trois mois**, en joignant la fiche technique du premier contrôle (cf. article 2).
- Il met en œuvre un deuxième contrôle et un troisième contrôle sur les sites signalés non conformes par l'ONF lors du premier et second contrôle, afin de vérifier l'exécution des travaux résultant de la mise en demeure (article L135-2 du Code forestier).
- Si les travaux ne sont toujours pas réalisés, un procès-verbal de contravention de 4^{ème} classe sera dressé à l'encontre des propriétaires en infraction par un agent assermenté de l'ONF (article 2.2a – 2^{ème} cas).

ARTICLE 2 - MISSIONS CONFIEES A L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

Le contenu des missions confiées à l'ONF par la présente convention, en fonction des actions réalisées antérieurement et des priorités de la Commune, est le suivant :

1- Réunion d'information et de sensibilisation des propriétaires :

L'ONF peut assurer l'animation d'une ou plusieurs réunions publiques d'information et de sensibilisation des propriétaires sur le débroussaillage obligatoire.

Nota : organisation prise en charge par la Mairie.

2- Tournées de contrôle de débroussaillage :

a) Premier contrôle

L'ONF effectuera, sur les sites identifiés préalablement par le Maire (cf. article 3) :

- une expertise technique de l'état d'avancement du débroussaillage obligatoire (défini par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015),
- une action d'information et de sensibilisation des propriétaires rencontrés sur le terrain.

L'intervention de l'ONF lors du premier contrôle se situe ainsi dans une phase d'information, de sensibilisation et d'incitation des propriétaires à la réalisation du débroussaillage obligatoire.

A cet effet, la patrouille de contrôle de débroussaillage sera composée d'un agent ONF, revêtu des signes distinctifs de sa fonction, accompagné d'un représentant de la Commune désigné par le Maire.

Sur la base du programme de la mission défini par le Maire (cf. article 1), l'ONF assure notamment la programmation des tournées, leur mise en œuvre opérationnelle et le suivi du calendrier.

L'agent ONF, accompagné du représentant de la Commune, réalise, sur le site contrôlé, une expertise technique de l'état de l'avancement du débroussaillage obligatoire prescrit par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2015, à l'aide de la fiche technique (cf. modèle annexé à la présente convention).

A l'issue du contrôle, quel qu'en soit le résultat, l'agent ONF renseigne la fiche technique en trois exemplaires. Cette fiche est cosignée par l'agent ONF et l'agent communal.

Deux cas de figure seulement sont envisageables :

1^{er} cas : le contrôle révèle une situation conforme (obligation de débroussaillage entièrement respectée). Dans ce cas, l'agent ONF :

- coche la case « CONFORME » au bas de la fiche technique,
- remet un exemplaire de cette fiche dûment signée en mains propres au propriétaire présent sur les lieux.

2^{ème} cas : le contrôle révèle une situation non conforme (obligation de débroussaillage non respectée ou partiellement exécutée). Dans ce cas, l'agent ONF coche la case « NON CONFORME » au bas de la fiche technique.

⇒ *Lorsque le propriétaire est présent lors du contrôle, l'agent ONF :*

- Apporte une information orale rapide sur l'obligation de débroussailler, sensibilise sur l'intérêt de réaliser ces travaux et de maintenir en état débroussaillé pour l'autoprotection, explique l'objectif technique à atteindre et les moyens pratiques à mettre en œuvre (remise d'une plaquette d'information technique).

NB : Les éventuelles missions de conseil et d'assistance personnalisée aux administrés doivent être envisagées dans le cadre d'une autre convention de prestation de service.

- Remet un exemplaire de la fiche technique dûment signée en mains propres au propriétaire.
- Informe oralement le propriétaire en infraction des conséquences administratives et judiciaires, en précisant que ce dernier va recevoir de la part du Maire une mise en demeure de réaliser les travaux dans un délai de **trois mois**, et que si l'intéressé n'exécute pas les travaux prescrits dans ce délai, un procès-verbal de contravention de 4^{ème} classe sera dressé à son encontre, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

⇒ *Lorsque le propriétaire est absent lors du contrôle, l'agent ONF remet un exemplaire de la fiche technique dûment signée à la commune .*

En cas d'absence du propriétaire , dans le cas 1 ou 2, la fiche technique lui est adressé par pli recommandé avec AR par le Maire en même temps que la mise en demeure ou la conformité selon le résultat du contrôle.

En effet, à l'issue de chaque tournée, un exemplaire de la fiche technique dûment renseignée et signée est transmis :

- au Maire par l'agent communal (le soir même ou le lendemain au plus tard),
- à l'ONF - Pôle DFCI 06-83, par l'agent ONF.

b) Deuxième contrôle et plus

Le deuxième contrôle consiste à repasser, au terme du délai fixé par le Maire dans le cadre de la mise en demeure (trois mois) sur les sites signalés non conformes par l'ONF lors du premier contrôle, afin de vérifier l'exécution des travaux résultant de la mise en demeure.

Il est convenu avec la commune, que si à l'issue du troisième contrôle les travaux ne sont toujours pas réalisés, l'agent assermenté de l'ONF dresse un procès-verbal de contravention de 4^{ème} classe à l'encontre des propriétaires en infraction.

ARTICLE 3 - LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DE LA MISSION

L'arrêté préfectoral du 30 mars 2015 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire précise, en son article 1, que le débroussaillage obligatoire s'applique sur le territoire de toutes les Communes du Var :

- dans les bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations, reboisements,
- ainsi que sur tous les terrains qui sont situés à moins de 200 mètres de ces formations, y compris les voies qui les traversent, l'ensemble étant défini par l'arrêté préfectoral précité relatif à l'application du Titre II du Livre III du Code Forestier, sur la base cartographique IGN au 1/25 000.

Parmi ces zones, la localisation géographique des secteurs du territoire communal sur lesquels les contrôles doivent être réalisés en priorité incombe au Maire (cf. article 1).

Quartiers visités : L'Oratoire, La Courtine, Châteauvallon

ARTICLE 4 - DUREE DE LA MISSION

La mission confiée à l'ONF se déroulera du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

ARTICLE 5 - COMMUNICATION ENTRE SERVICES

De manière à permettre une collaboration inter-service efficace, l'ONF et la Commune désignent chacun un interlocuteur chargé de tout point relatif au déroulement de la mission.

Le correspondant ONF est :

*Monsieur Hervé MAITRE
Office National des Forêts
Maison forestière de Janas
83500 LA SEYNE-SUR-MER*

*Mobile 06.25.54.19.60.
Courriel : herve.maitre@onf.fr*

Le correspondant de la Commune est :

ARTICLE 6 - ORGANISATION DES TOURNEES DE CONTRÔLE

Sauf exception, les contrôles se dérouleront en semaine.

La patrouille opérera par journée entière ou demi-journée, à l'intérieur d'une plage horaire allant de 8h à 18h.

ARTICLE 7 - MOYENS MIS A DISPOSITION PAR L'ONF

La patrouille utilisera un véhicule de l'ONF muni de ses logos propres et disposera des moyens radio du « réseau Forêt-Var ».

ARTICLE 8 - INFORMATION DE LA COMMUNE, DE LA DDTM ET DE L'ONF

Outre la transmission systématique en fin de tournée de la fiche technique (cf. article 2), le correspondant ONF établira en fin de mission un compte-rendu de mission synthétique et le transmettra :

- au Maire de la Commune,
- à l'ONF - Pôle DFCI 06-83, qui transmet ensuite copie à la DDTM pour information.

ARTICLE 9 - VOLUME ET CALENDRIER DES MISSIONS CONFIEES A L'ONF

ARTICLE 9.1- Réunion d'information et de sensibilisation des propriétaires :

Il est prévu de réaliser 2 réunions publiques d'information en 2022.

Animation de réunion d'information comprenant :

- présentation de la réglementation en vigueur (code forestier et arrêté préfectoral du 30 mars 2015)
- modalités techniques,
- procédures administratives.

Elle sera assurée par un expert DFCI et le technicien forestier spécialisé local. Il s'appuiera sur des diaporamas exposés par vidéo-projection.

La Commune assurera :

- La mise à disposition d'une salle équipée d'un vidéoprojecteur, d'un écran et de tout système audio (prévoir plusieurs micros).
- La publicité de la réunion publique.

ARTICLE 9.1.1 - Rémunération de l'ONF

La rémunération de l'ONF est établie sur la base de :

- **990,00 € HT par réunion publique**

Le montant de la rémunération prévisible totale de l'ONF, correspondant à **2 sessions**, s'élève ainsi à **1980 Euros HT soit 2376 Euros TTC**.

La facturation finale sera établie au vu des réunions effectivement réalisées.

ARTICLE 9.2 - Tournées de contrôle de débroussaillage :

Le nombre de journées de contrôle de débroussaillage commandées par la Commune à l'ONF est égal à **10 journées** de contrôle en mission complète.

Des journées de contrôle supplémentaires pourront être mises en œuvre sous forme d'avenant à la présente convention, sur demande de la Commune.

Un calendrier prévisionnel sera établi, en concertation entre le correspondant ONF et la Commune, 10 jours environ avant la première sortie. En cas de nécessité, la Commune, en liaison avec le correspondant ONF, pourra apporter les modifications pour adapter le calendrier prévu initialement.

ARTICLE 9.2.1 - Rémunération de l'ONF

La rémunération de l'ONF est établie sur la base de :

- **600,00 € HT par journée d'intervention** (un agent)

- **300,00 € HT par demi-journée d'intervention** (un agent)

Le montant de la rémunération prévisible totale de l'ONF, correspondant à **10 journées**, s'élève ainsi à **6000,00 Euros HT soit 7200,00 Euros TTC**.

La prestation, selon son avancement, pourra donner lieu à une facture intermédiaire.

La facturation finale sera établie au vu des journées effectivement réalisées et mentionnées au compte-rendu de mission synthétique remis au Maire à la fin de la mission (cf. article 8).

La TVA sera facturée au taux légal en vigueur à la date de facturation.

La Commune se libérera des sommes dues en créditant le compte de l'Agence Comptable Méditerranée de l'ONF dont les coordonnées figurent sur le titre de recettes correspondant, dans les 30 jours suivant la présentation des titres.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITES

L'ONF assume la responsabilité des accidents qui pourraient être occasionnés à des tiers par ses personnels dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, ainsi que des règles propres à la responsabilité des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

L'agent communal transporté dans le véhicule ONF à l'occasion de cette mission est couvert par la police d'assurance de l'ONF.

La responsabilité civile professionnelle de l'ONF ne saurait être engagée qu'à raison de l'exécution de missions qui lui sont confiées par la présente convention et réalisées par l'établissement.

ARTICLE 12 - ENREGISTREMENT

La présente convention établie en deux exemplaires originaux destinés à chacune des parties. Elle est dispensée de timbre et d'enregistrement.

A Ollioules, le

Pour la Commune d'Ollioules
Le Maire,

Pour l'Office National des Forêts,
le responsable de l'Unité Territoriale
Toulon Provence – Pays des Maures

Robert BENEVENTI

Pascal GILLET